

CRISE AU GOUVERNEMENT

À la veille de la « réforme » des retraites de Rugby débarqué

Ce mardi 16 juillet, à peine cinq jours après le premier article de Mediapart intitulé « La vie de château sur fonds publics des époux de Rugby », le numéro deux du gouvernement annonce sa démission, immédiatement acceptée par le gouvernement. Une de plus... symptôme d'une crise d'ampleur au sommet de l'État. Cinq jours et plusieurs révélations dans la presse auront donc suffi. Quelques rappels.

Mercredi 10 juillet, Mediapart publie une enquête dans laquelle on apprend que, de l'époque où il était président de l'Assemblée nationale, François de Rugby a tenu une dizaine de dîners privés organisés à l'hôtel de Lassay (1), recourant aux meilleurs crus de l'Assemblée et à des mets de luxe. Chaque fois étaient invités entre dix et trente convives appartenant au cercle amical et « relationnel » de Séverine de Rugby, son épouse.

Dès la parution de l'article, de Rugby présente les dîners litigieux comme des « *dîners de travail informels* ». Il affirme qu'« *il n'y pas eu de dîners entre amis (...) qui auraient été financés par l'Assemblée nationale* ». Le même jour sur France Inter, le ministre assume « totalement », osant même pour sa défense déclarer : « *On reproche souvent aux hommes politiques d'être coupés, déconnectés. J'ai voulu que l'Assemblée soit ouverte.* » Il y rappelle que, durant sa présidence de l'Assemblée nationale, il avait agi « *pour diminuer les frais de réception* » et « *pour plus de transparence* ». Des règles qu'il avait donc fait mettre en place... pour les autres.

Mais ce sera ensuite au micro de RMC qu'il délivrera son argumentation la plus affûtée, à savoir : « *Écoutez, c'est simple, j'ai une intolérance aux crustacés ! Et je ne prends pas de champagne, ça me donne mal à la tête !* » (...) Le quotidien régional *Ouest-France*, pour sa part, révèle qu'en mars dernier François de Rugby a organisé un dîner au ministère avec des « *lobbyistes* » du monde de l'énergie, tout en s'arrangeant pour que ce repas n'apparaisse pas dans l'agenda « *public* » et que certains membres de son cabinet ne soient pas conviés.

De son côté, *Le Parisien* rapporte sur d'autres dépenses qui pourraient lui être reprochées, comme le réaménagement d'un grand bureau de l'hôtel de Lassay pour « *pouvoir accueillir les enfants du couple de Rugby* », le fait qu'un troisième chauffeur au lieu des deux habituels a été mis au service du couple pour accompagner le fils de Séverine Servat-de Rugby à l'école (...). Enfin, un nouvel article de Mediapart venait d'affirmer la location d'un logement « *à loyer social préférentiel* » à Orvault, près de Nantes, un deux-pièces de 48 mètres carrés pour 622 euros par mois, sans répondre aux conditions de location.

(1) Hôtel particulier parisien dans lequel réside le président de l'Assemblée nationale.